

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 03/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ESKA (ex GDE METALIFER)**

3A route du Rohrschollen  
67000 Strasbourg

Références : 0587/MS/AG  
Code AIOT : 0006700587

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2023 dans l'établissement ESKA (ex GDE METALIFER), implanté 3a route du Rohrschollen 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Incendie

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA (ex GDE METALIFER)
- 3a route du Rohrschollen 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations de la rue du Rohrschollen étaient exploitées par la société GDE jusqu'en 2022. Elles ont depuis été reprises la société ESKA (groupe DERICHEBOURG).

Le site est agréé pour les opérations ayant trait aux VHU, y compris leur broyage.

L'établissement est réglementé par des prescriptions préfectorales du 29 mars 2021 (AP du 29/03/2021). Il a initialement été autorisé en 1996.

L'établissement relève de la directive IED : il est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchet.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Visite post accident	Autre du 03/07/2023	/	Arrêté d'urgence proposé

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a été mise à profit pour échanger sur le projet d'arrêté d'urgence, dont la dernière version a été transmise au préfet pour signature, après que l'exploitant a indiqué qu'il n'a pas d'observations sur le projet.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : visite post incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/07/2023
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, visite post accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Confinement des eaux Investigations post accidentelles
<b>Constats :</b>  Par rapport au constat précédent du 1 <sup>er</sup> juillet, le niveau des eaux d'extinction a baissé. L'exploitant a indiqué avoir rempli le bassin de son établissement de la rue du Havre et avoir sollicité (de l'ordre de 4 camions) celui de la rue de la Minoterie.  La vanne d'obturation du réseau reste légèrement fuyarde.  Un projet d'arrêté d'urgence a été discuté avec l'exploitant, prévoyant des analyses d'eau (eaux d'extinction, darse et nappe) et de retombées dans les périmètres des deux usines voisines.  Ce projet impose aussi l'exploitation du retour d'expérience en ce qui concerne le confinement des eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Arrêté préfectoral L 512-20 (en urgence)